

DÉBATS • FORMATION

Vincent Olivier : « Aux tenants de la rigueur budgétaire, posons la question du coût véritable d'une orientation ratée »

TRIBUNE

Vincent Olivier

Fondateur de Métiers360

Le spécialiste de l'insertion professionnelle explique, dans une tribune au « Monde », pourquoi la mise en place par le gouvernement du contrat d'engagement jeune (CEJ) aurait dû être un motif de satisfaction.

Publié le 25 mars 2022 à 12h44 - Mis à jour le 25 mars 2022 à 12h46 | Lecture 2 min.

Article réservé aux abonnés

Tribune. Masquée par une actualité autrement plus dramatique, la mise en place au 1^{er} mars du contrat d'engagement jeune (CEJ), aurait pu marquer un temps fort de la campagne présidentielle, un marqueur de l'engagement du président de la République auprès des jeunes. Il avait été d'ailleurs annoncé dans cet esprit à l'été 2021, à un moment où l'impact de la crise sanitaire sur la santé économique et psychologique des jeunes était une source de préoccupation.

Il y aurait pu avoir débat sur l'intensité de la mobilisation, on aurait pu, d'un côté, entendre la critique des partisans d'un revenu universel jeune qui auraient sans doute jugé l'initiative trop timorée. De l'autre, les thuriféraires de l'équilibre des comptes publics leur auraient sans doute argué que les contraintes financières étaient telles qu'une dépense plus grande n'était pas envisageable.

Lire aussi | [Un nouveau contrat pour favoriser l'« accès à l'emploi »](#)

Cependant, nous pouvons nous réjouir de cet engagement renouvelé au service de l'insertion professionnelle de celles et ceux dont les parcours scolaires ont été trop chaotiques pour que l'emploi succède naturellement à la formation initiale.

Modernisation

Nous pouvons aussi souligner à raison que ce nouveau dispositif s'inscrit dans une logique institutionnelle cohérente qui confie aux missions locales la responsabilité de mettre en œuvre l'obligation de formation des 16-18 ans décrocheurs du système scolaire.

Privilège abonnés

NEWSLETTER « LA LETTRE DES IDÉES »

Votre rendez-vous hebdomadaire avec la vie intellectuelle.

[S'inscrire](#)

Nous pouvons aussi faire part de notre agréable surprise de voir ce dispositif accompagné d'une campagne de communication et d'une application mobile, autant de signes encourageants d'une action publique en voie de modernisation.

Bref, nous pouvons souligner cette avancée qui passe en revanche (presque) inaperçue.

Et pourtant, le sujet de l'insertion des jeunes mérite notre intérêt tant le CEJ souligne par son ambition l'ampleur du problème qu'il cherche à résoudre. La question n'est pas, en effet, celle de l'efficacité administrative d'une nouvelle mesure d'aide, ni même celle du niveau, décent ou insuffisant, du soutien financier des jeunes engagés dans ce parcours vers l'emploi et la formation. Elle est un peu celle des moyens pour bien accompagner et pas seulement faire un traitement statistique, « adéquationniste » de l'insertion.

Etrange silence

Nous gagnerions à nous interroger sur l'origine même de ces maux, plus que sur les traitements curatifs qui cherchent à y remédier. Nous devons nous interroger sur cet étrange silence qui accompagne notre constat partagé d'une jeunesse désorientée plutôt que rêveuse de son avenir meilleur. Comment se fait-il que notre système produise avec une telle régularité autant de jeunes sans projets suffisamment construits pour faire des premiers pas réussis ?

Aux tenants de la rigueur budgétaire, posons la question du coût véritable d'une orientation ratée, chiffrons la dépense publique dans les parcours universitaires avortés, dans le traitement social de l'insertion. Aux certitudes de l'éducation nationale sur sa mission égalitaire, opposons l'évaluation sérieuse du bien-être des 16-18 ans, de leur capacité à s'imaginer un avenir désirable.

Osons demander à notre école de générer de l'envie, de l'appétit pour demain et pas seulement de l'inquiétude, de l'incertitude. Lors de son premier discours de campagne, Emmanuel Macron a évoqué un « *très gros problème d'orientation* », c'est le moment de faire preuve d'ambition, d'imagination !

¶ Vincent Olivier est fondateur de Métiers 360, une société de services d'accompagnement à l'orientation professionnelle

La jeunesse, oubliée de la présidentielle

Les propositions des candidats en matière de politique de la jeunesse restent cantonnées aux incantations ou à la question du niveau scolaire. Il est vrai que les jeunes votent peu...

- « Lutter contre la pauvreté des enfants et des jeunes permet de prévenir l'exclusion », par Clément Carbonnier, professeur

d'économie à l'université Paris-VIII, et Bruno Palier, directeur de

[Voir plus](#)

Vincent Olivier (Fondateur de Métiers360)

Services